



Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires et couvre la période du 20/10 au 03/11 /2015

Faits saillants

- Plus de 1 600 personnes ont fui les conflits intercommunautaires dans la cité de Lubutu.
- L'épidémie de choléra recule dans les zones de santé de Kindu, Alunguli et Kailo

Aperçu de la situation

Plus de 1 600 personnes ont fui le Territoire de Lubutu en direction de Kisangani à la suite des conflits intercommunautaires. Trois personnes ont trouvé la mort lors des conflits, 60 maisons ont été incendiées et 10 étangs piscicoles détruits, selon des sources concordantes.

Depuis le 21 octobre, une communauté locale a lancé la chasse aux non originaires du Territoire de Lubutu, particulièrement ceux originaires du Territoire de Kasongo.

Selon des sources officielles, le remplacement à la tête de l'Antenne de la Direction générale des recettes du Maniema (DGRMA) Lubutu, par un membre d'une autre ethnie serait à la base de la colère de la communauté locale.

Une commission locale est à pied d'œuvre sous la présidence de l'Administrateur du territoire pour tenter de calmer la tension entre les communautés en conflit. L'une des communautés aurait demandé le départ du Territoire de Lubutu de tous les cadres des autres communautés

Le Gouvernement provincial aurait déjà renforcé les effectifs de la PNC et des FARDC dans la zone pour rétablir l'ordre public. Le Ministre provincial de l'intérieur a promis aux agences du Système des Nations Unies de tout faire pour que les personnes déplacées reviennent à Lubutu.

Dans le Territoire de Pangi, plus de 1 400 personnes ont fui préventivement les localités de Lutunda, Bikugi et Tanganyika entre les 7 et 8 octobre après l'assassinat d'un policier venu calmer les tensions communautaires liées à la terre dans le secteur Beya. Ces personnes déplacées sont arrivées dans les villages Pene-Magu, Tshelu, Mutindu, Mupenda situés à environ 40 Km de Kama par crainte des représailles policières.

Les conflits fonciers augmentent dans le Territoire de Pangi où près de 5 000 personnes des groupements Chalumba et Penekoka auraient aussi vidé leurs villages en date du 20 septembre suite aux disputes pour le contrôle d'un site minier (lire le Bulletin d'informations humanitaires n°15 du Maniema pour plus de détails).



Maisons incendiées lors des conflits intercommunautaires dans la cité de Lubutu.

Crédit Photo : ACOGE/Dieudonné Yuma (Octobre 2015)

Réponse humanitaire



- Le nombre de cas de choléra enregistrés ces trois dernières semaines démontre que la courbe de l'épidémie est descendante dans la Province du Maniema, selon la Division provinciale de la santé (DPS). Entre le 5 et 25 octobre, 474 malades de choléra ont été notifiés dans les zones de santé de Kindu, Alunguli et Kailo, représentant une moyenne de 158 malades par semaine pour les trois zones de santé. Depuis le début de l'épidémie jusqu'au 28 octobre, 3 559 cas et 92 décès ont été enregistré dans 10 zones de santé sur les 18 que

PERIODE	KINDU	ALUNGULI	KAILO
SEM41	76	63	26
SEM42	133	58	9
SEM43	84	23	2
TOTAL	293	144	37

compte le Maniema. Selon le Ministre national de la santé, l'épidémie est maîtrisée dans les zones de santé concernées. Il demande à tous les intervenants de rester vigilants car, c'est pendant cette période que beaucoup d'erreurs se commettent et le choléra devient endémique dans une zone.

- Les experts de l'Organisation mondiale de la santé suggèrent, en plus du renforcement des capacités de supervision des zones de santé longeant le fleuve, la formation des équipes des zones et aires de santé qui assurent la prise en charge et le contrôle de l'infection, surtout lorsque l'on sait déjà que l'équipe du programme Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP) doit lever le camp et retourner à Goma le 20 novembre prochain.
- Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), les besoins de la mise en place des points de chloration d'eau et de distribution des produits de désinfection d'eau dans des ménages persistent. L'UNICEF s'inquiète de l'arrêt des activités par certains partenaires. L'ONG Tearfund a annoncé l'arrêt de son appui aux activités de riposte dans la zone de santé de Kailo par manque de financement.

Coordination générale

- Le rapport de l'évaluation inter-cluster du 24 au 30 septembre dans les territoires de Kasongo et Kabambare indique qu'au moins 4 000 personnes ont fui les conflits fonciers et plus de 400 maisons ont été incendiées. Depuis l'éclatement de ces conflits, les femmes ne vont plus au champ par crainte des représailles. Les ménages déplacés manquent de moyens pour acheter la nourriture et assurer la scolarité de leurs enfants. Le rapport recommande au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) de renforcer les mécanismes de cohabitation pacifique dans les territoires de Kasongo et Kabambare. Au Gouvernement provincial, il est recommandé d'assister rapidement les ménages déplacés en vivres et intrants agricoles.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, tél : +243 97 000 3750

François Mboli, Head of Sub Office a.i., OCHA Kindu, mboli@un.org, tél: +243 81 98 89 192

Justin Luratwa, Chargé des Affaires Humanitaires Assistant/ Reporting, OCHA Kindu, luratwa@un.org, tél : +243 81 70 81 767

Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur www.unocha.org; www.reliefweb.int; ou <http://rdc.humanitarianresponse.info>